

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3820 - Lundi 15 Février 2021 - Prix : 200 Fc

CORONAVIRUS

Les soignants de Samba réclament de meilleures conditions de travail



NÉCROLOGIE

Amir Elarif Bobah ou l'art d'être soi-même

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Février 2021**

Lever du soleil:
06h 05mn
Coucher du soleil:
18h 37mn

Fadjr : 04h 53mn
Dhouhr : 12h 25mn
Ansr : 15h 52mn
Maghrib: 18h 40mn
Incha: 19h 54mn



NÉCROLOGIE

Amir Elarif Bobah ou l'art d'être soi-même

La blogosphère comorienne est en deuil avec la disparition d'Amir Bobah qui en était la parfaite incarnation. Il est décédé à Dar Es Salam le samedi 13 février après avoir été transféré là-bas par avion. On imagine aisément les multiples commentaires qui fleurissent sur le net sur ce personnage haut en couleurs et qui n'hésitait pas à parler de lui-même dans toutes les actions qu'il menait.

Amir aurait pu rester dans une bulle, dans le cadre de vie qui était la sienne en ignorant superbement les soubresauts du monde qui l'entourait. Non, il avait choisi de mener un combat à sa façon pour le bien-être de ses concitoyens, en prenant part à des mouvements de la société civile et surtout en s'impliquant dans le cadre des réseaux sociaux, un des champs de bataille de notre monde actuel. Ses faits et gestes étaient suivis plus particulièrement au sein de la diaspora.

Les hommages dans le net mettent en

relief le caractère humaniste de son combat et surtout son sens aigu de l'amitié dont il cultivait le secret. Dans nos îles de la lune, il était hors du commun. Ses prises de position ne laissaient personne indifférent.

Pour Nakidine Mattoir, un professeur d'histoire basé en région parisienne, Amir était un « Homme de rupture. Dans la société comorienne, la maladie est un tabou. L'âge aussi pour certains. Amir Bobah était parmi les êtres qui pouvaient mettre fin à ces mauvaises habitudes. Non pas par pure envie de dire, de s'afficher, de faire de la pub mais d'éduquer, d'inculquer et de banaliser. Diabétique, il n'a jamais cessé de faire comprendre les enjeux et les risques de cette maladie. Ayant attrapé le covid19 qui l'a emporté, il a fait preuve d'un grand courage ».

Il a ajouté que : « Amir Bobah était un être touchant, attachant et humain. Il était un grand frère et ami pour lequel ses positions pouvaient susciter débat, controverses et richesse. C'est là où se cultive la richesse d'un homme,

savoir, à travers ses post et sa parole, éveiller les consciences ».

Quant à Abdourahmane Abdoulhamid un animateur des médias à Marseille, il s'est dit : « ... effondré par la disparition d'un ami, d'un cousin, d'un activiste des réseaux sociaux qui ne dit jamais du mal à personne. Je me rappellerai toujours des ses publications généreuses, de ses recettes savoureuses de la finesse de ses opinions, Je me rappellerai de ses derniers conseils, lors de nos derniers échanges à Marseille; il me conseillait d'investir dans mon pays natale ».

Amir est né le 6 août 1958. Il était le gérant du Magasin Rive gauche à Moroni. Il était titulaire d'une Maîtrise AES de l'Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne obtenu en 1987. A sa femme, ses enfants et à sa grande famille, La Gazette des Comores présente ses condoléances attristées pour cet homme de communication des temps modernes.



Mmagaza

VICE-PRÉSIDENTE DE L'UNION AFRICAINE

La coordination de la CRC Bambao fière d'Azali



La coordination CRC Bambao devant la presse.

La coordination de la CRC du Bambao a applaudi le 13 février dernier, la nomination du président de la république Azali Assoumani en tant que deuxième vice-président de l'Union

Africaine. Restant sur ce contexte de nomination, la coordination a soutenu fièrement que la gestion de la crise sanitaire actuelle a propulsé le chef de l'Etat à cette fonction.

Le locataire de Beit Salam vient d'être promu deuxième vice-président de l'Union africaine. Ce qui a poussé la coordination du parti présidentiel CRC du Bambao à se congratuler de cette consécration de leur leader au sein de l'organisation africaine. Pour elle, ce n'est pas du ex-nihilo que le président Azali a acquis ce grade. « Le monde entier est témoin de la façon dont le président gère la covid-19 dans le pays. Certes que le nouveau variant a failli changer la donne quant à la gestion de la crise. Mais grâce à Dieu et à la volonté du gouvernement de réimposer les mesures de restriction et au courage de la population d'accepter le couvre-feu puis les autres mesures. Le président est élevé à ce rang », a soutenu Musbah Ahamada Ibrahim membre de la coordination.

Dans un contexte où la covid-19 met à genoux tous les pays du monde, cette nomination du président comorien n'est ni politique ni économique, mais sanitaire. Et d'ajouter que « Bien que le pays est moins avancé économiquement et ne dispose pas assez d'infrastructures sanitaires, malgré le

nombre de décès lié au virus nouvellement enregistré, le pays compte parmi les pays africains qui déplorent peu des morts dans cette crise sanitaire ».

Interrogé sur le devenir des milliers d'enseignants devant travailler d'abord pour pouvoir se nourrir, le coordinateur de la CRC Bambao montre que dans une situation pareille, la primauté reste la santé et la vie. « Je ne me réjouis pas de leur inactivité mais il est question de nécessité vitale. Et franchement, le gouvernement gère cette crise sans que la population crie à la pénurie. Même si dernièrement, il y'a eu des problèmes pétroliers mais ils étaient d'ordre logistique et bien que l'électricité n'est pas encore stable dans certaines régions, mais le gouvernement assure dans cette crise sanitaire mondiale », avance-t-il.

Kamal Gamal



Communiqué

La SONELEC porte à la connaissance de son aimable clientèle, que la date limite des factures du mois de janvier 2021 pour la région d'ITSANDRA est fixée au **11 février 2021**.

Ces clients sont priés d'être à jour de leur paiement afin d'éviter les coupures systématiques qui seront menées à partir du **12 février 2021**, pour non paiement dans les délais réglementaires.

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmerie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

CORONAVIRUS

Les soignants de Samba réclament de meilleures conditions de travail

Les soignants de Samba lancent un cri d'alarme à l'endroit du gouvernement. Ces derniers demandent au gouvernement d'améliorer les conditions de travail mais aussi garantir leur sécurité sanitaire.

Placé au front en cette deuxième vague de Coronavirus depuis le mois de janvier dernier, le personnel soignant du centre de prise en charge de Samba Kouni lance un cri d'alarme au gouverne-

ment. Ces médecins et infirmiers travaillent dans des conditions inimaginables malgré leur dévouement à aider le pays à combattre la Covid-19. Aujourd'hui, ils ne demandent que le minimum pour bien travailler : un logement comme ce fut le cas lors de la première vague pour éviter le risque de contaminer leurs proches, une gratification de leurs salaires et des indemnités. « Certes il ya une baisse de motivation mais nous ne pouvons pas laisser mourir nos parents »,

souligne un des paramédicaux de Samba.

Après requête auprès des responsables compétents, on leur a juste promis une hausse de salaire. Et après deux mois d'attente, ces agents se trouvent dans l'obligation de demander de l'aide aux âmes charitables. « Ne nous pouvons plus prendre le luxe de rentrer chaque jour chez nous au risque de contaminer nos proches, c'est risqué. Certains de nos collègues sont obligés de dormir dans les couloirs d'El-

Marouf. Nous voulons de l'aide pour pouvoir travailler dans les normes », lance-t-il.

Même les produits consommables ne sont pas suffisants pour travailler en toute sécurité. « Nous manquons de bottes et aujourd'hui on fait avec les moyens de bord. Pourtant nous devons travailler durant toute la journée », précise-t-il. Ce que ne dément pas un agent de la santé. « Nous avons signalé le problème au ministère de la santé que les produits consommables sont

insuffisants. On nous a assuré que le problème sera réglé plus rapidement », dit-il. Ces agents ont demandé de l'aide au syndicat des paramédicaux qui s'active pour la leur apporter. Rappelons que depuis le début de cette pandémie, ces mêmes contractuels faisaient partie des oubliés de la prime décrétée par le président de la République.

Andjouza Abouheir

CORONAVIRUS

L'Association ESCF Wanalesso a octroyé des kits dortoirs à Samba

Pour apporter son soutien aux malades de Samba, l'association ESCF Wanalesso a octroyé à l'hôpital de Samba une machine à laver, 70 draps et de 70 taies d'oreillers. Tout cela pour améliorer les conditions de cet hôpital qui accueillent les personnes atteintes du Covid-19.

L'association ESCF Wanalesso basée en France en région parisienne a confié à l'ASCOBEF l'achat et la distribution de matériel pour lutter contre la COVID-19. Cet équipement de confort estimé à un million de nos francs a été remis vendredi 12 février dernier à l'hôpital de Samba Kouni en présence de la déléguée de la santé de Ngazidja, des associations de la lutte contre le Covid-19 à l'instar Moroni anti-covid. Il s'agit d'une machine à laver, 70 draps et 70 taies d'oreillers. Ces outils vont permettre aux malades de Samba de gagner un



peu de confort pendant leur séjour de convalescence. Dans son intervention, la déléguée de la santé

Faiza Soule Ibrahim reconnaît que cette aide précieuse va répondre à l'un des besoins des malades de cet

établissement dédié à la prise en charge. « Je tiens à saluer les efforts de l'ASCOBEF qui a bien voulu

impliquer le gouvernorat en nous remettant ces matériels au bénéfice des malades qui sont à Samba. Cette aide va permettre aux malades d'avoir un peu de réconfort durant cette la période difficile. Le gouvernorat de Ngazidja déploie également les efforts nécessaires dans cette lutte contre l'ennemi invisible », souligne-t-elle.

De son côté, le directeur de l'ASCOBEF Ali Said Salim a rappelé que cette aide vient après avoir évalué les besoins de l'hôpital. « Elle nous a demandé d'identifier les réels besoins de l'hôpital, donc c'est ce que nous avons fait. Ils ont envoyé 1.000.000 de francs comoriens et nous avons acheté des matériels pour l'hôpital », confie-t-il. Il est à noter que des pulvérisateurs seront destinés à Mohéli et Anjouan.

Andjouza Abouheir

SANTÉ PUBLIQUE

L'hôpital de Mitsamiouli reçoit des kits médicaux offerts par la mairie

Suite au décès subit de la petite Chazna, victime d'un manque d'oxygène à l'hôpital de Mitsamiouli, la mairie de Mitsamiouli ya Mboini a remis jeudi 11 février deux bonbonnes d'oxygène, des masques et 300 sacs poubelles.

Le maire de Mitsamiouli ya Mboini Aboubakar Ahmed a remis au médecin chef de l'hôpital de Mitsamiouli deux bonbonnes d'oxygène, des masques et 300 sacs poubelle. Cette aide précieuse vient épauler ce centre hospitalier du Nord de Ngazidja dont les besoins en équipements médicaux sont réels. Dans son intervention, le maire a montré que ces bouteilles d'oxygène ne vont pas arrêter les morts mais contribueront à sauver des vies dans cette localité. «

Aujourd'hui, nous avons pris l'initiative de venir en aide à cet hôpital. Je tiens à dire aux médecins de cet hôpital que vous êtes notre espoir. Si

aujourd'hui la mairie a pu faire cette contribution, c'est en réalité grâce aux résidents de la ville », souligne-t-il.



Le maire de Mitsamiouli remettant des kits médicaux à l'hôpital de Mitsamiouli.

De son côté, le docteur Mohamed Djounaid a salué ce geste louable. « Je salue les efforts de la mairie, qui ne manque pas d'occasion pour aider la population. Cet hôpital est pour tout le monde, car même les gens qui ne sont pas de cette localité bénéficient des fois des soins dans ce centre », avance-t-il. Pour rappel, une fillette de 11 ans a rendu l'âme le soir du vendredi 5 février dernier par manque d'oxygène à l'hôpital de Mitsamiouli. Un décès qui a alerté l'opinion publique sur l'urgence de palier aux défaillances du système de santé du pays. Ce pôle est dépourvu de tout ou presque, même l'ambulance qui transportait la petite Chazna n'avait pas d'oxygène.

Andjouza Abouheir

La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

FOIRE VIRTUELLE

Nakupenda Kuuza, la première foire virtuelle Made In Comores

La vente en ligne est la nouvelle tendance surtout en cette période de crise sanitaire mondiale. Le secteur est bien en voie de développement aux Comores. On peut le dire car la première foire virtuelle est organisée depuis le début de ce mois et intéresse plus d'un selon Fahmy Thabit. Ce dernier affirme dans un entretien que le commerce en ligne est loin d'écarter le commerce traditionnel mais que le premier à une place à se faire car de plus en plus de personnes sont connectées grâce à la vulgarisation de l'internet.

Depuis le 05 février dernier, la plate-forme de e-commerce kuuza.com a mis en place une foire en ligne qui va durer jusqu'à la fin du mois. Une façon pour Fahmy Thabit et Naila Abbas, patrons de la plate-forme, d'inciter à la vente des produits malgré la crise sanitaire et le fait qu'en cette période les entreprises ont l'habitude de vendre en grande quantité. Nakupenda Kuuza sert aussi de vitrine pour le Made In Comores. « Il se trouve que notre plateforme de vente en ligne www.kuuzacomores.com qui propose une grande variété de produits a mis l'emphase depuis ses débuts sur les produits Made in Comores en les vendant sur internet que ce soit à Anjouan, Mohéli ou Ngazidja », explique Fahmy Thabit co-initiateur de la foire Nakupenda Kuuza.

Une initiative qui se voit être une aubaine pour toute cette classe économique qui, à cause de la pandémie, ne peut pas organiser une foire physique. « Cette année, malheureusement avec la crise du COVID19, il est impossible d'organiser une foire telle que cela se faisait. En cette période caractérisée par le devoir d'adopter les gestes barrières et la distanciation sociale comme seul moyen de lutte contre cette pandémie mondiale, et dans une démarche de stimuler les entreprises comoriennes, surtout celles qui produisent ou transforment localement, KuuzaComores.com et tous ses partenaires organisent la Première Foire Virtuelle aux Comores, exclusivement sur internet », démontre notre interlocuteur lors d'une interview effectuée aussi en ligne.

Ce dernier fait savoir que cette foire virtuelle va permettre à tous ceux qui sont connectés de pouvoir visiter les stands, qui sont au nombre de 16, de toutes ces entreprises et commander en ligne. Pour livrer les produits qui seront commandés et faciliter les clients, « nous nous sommes alliés à Telma et nous proposons une réduction de 10% sur tous les achats faits par Mobile Money Mvola (paiement sans contact). Il en est de même pour la société de transport de colis Ab Pack Express qui offre l'envoi gratuit des commandes à Mohéli et Anjouan. Au niveau de Ngazidja nous travaillons avec les sociétés de

livraison Pikii et L&S, qui offrent 50% de réduction sur les livraisons ».

Pour organiser ce nouveau marché virtuel, l'équipe kuuza.com s'est mise depuis le mois de janvier. Le temps selon Fahmy d'impliquer tous les partenaires qui produisent et transforment les produits des Comores. « Ils (les partenaires) viennent aussi bien de Ngazidja, Mohéli que d'Anjouan. Vous trouverez des produits cosmétiques et bien-être, des sacs, des chaussures pour Hommes et Femmes, des bijoux, des articles de décoration et de maison... Tous sont Made In Comores », rassure-t-il.

Le e-commerce est en parfaite évolution dans l'archipel mais ce pionnier du secteur reconnaît un retard pour le pays comparé à d'autres dans ce phénomène mondial. « La vente en ligne vient du fait qu'internet s'est vraiment démocratisé lorsque nous avons eu le 2ème opérateur de téléphonie mobile, car avant cela, la connexion était chère et de qualité moyenne. Mais il est vrai que depuis deux ans maintenant, des sites de e-commerce voient le jour et nous avons aussi les ventes à travers Facebook qui se développent de plus en plus. La crise du covid amplifie aussi le phénomène avec les mesures barrières appliquées partout et contraint les gens à trouver une autre façon de faire leurs achats », avance-t-il pour justifier le développement du secteur.



Une nouvelle tendance bien perçue par la population. Et pour faire un aperçu, l'ancien gérant de l'un des premiers supermarchés de la place, Masiwa Super Market (MSM), s'appuie sur l'influence des réseaux sociaux. « La population est de plus en plus connectée ce qui fait qu'elle passe davantage de temps sur internet et les réseaux sociaux », dit-il. Une influence qui permet à la population d'être proche des vendeurs, artisans, transformateurs, entrepreneurs et autres. « Ils l'ont tous compris et présentent leurs produits et services sur internet pour pouvoir atteindre un

plus grand nombre de clients potentiels. Le commerce en ligne est en train de s'installer petit à petit aux Comores, et apporte surtout une nouvelle façon de faire ses achats », se réjouit-il. Avec seulement deux ans d'activités dans le e-commerce, Fahmy Thabit se permet de dire que le mode de consommation est en train de changer mais rassure que cela ne fait pas disparaître le commerce traditionnel. « Loin de là, mais le commerce sur internet a une place à prendre sur le marché », conclut-il.

A.O Yazid

HABARI ZA UDUNGA

On peut toujours épiloguer

Dans les îles de la lune, nous avons l'habitude de la palabre (Discussions interminables et oiseuses) et de ce fait, il n'est pas rare que dans nos bangwé nous abordions tous les aspects des problèmes que nous rencontrons mais comme à l'accoutumée les solutions que nous proposons, nous sommes les derniers à vouloir les appliquer et pour cause !

Par ailleurs, à chaque fois que vous avez l'occasion de discuter, en réalité d'écouter, l'un de nombreux dirigeants du microcosme sous les cocotiers, vous êtes subjugué par la solidité de son argumentation et par la finesse de son raisonnement. Pour lui, il suffirait de faire ceci pour arriver à cela et ainsi de suite. Alors on peut se demander pourquoi les îles de la lune marchent toujours à reculons, toujours à contre-courant de l'histoire qui se fait.

On peut toujours épiloguer à longueur d'articles et de séminaires sur le pourquoi et le comment d'une telle situation, consulter des tonnes de rapports sur le développement humain durable, l'on se heurtera toujours à une absence de logique dans les démarches de nos grands leaders sous les cocotiers. Certains

analystes vont jusqu'à se demander, si on peut raisonnablement, avoir des grandes idées dans un espace aussi réduit. Pour la petite histoire, Napoléon a dû quitter sa Corse natale et aller sur le continent pour faire valoir sa grandeur et son génie.

Dans tous les cas, cela mérite réflexion, quand cela fait maintenant plus de quarante ans que nous sommes sensés avoir largué les amarres avec la puissance tutrice alors que nous n'étions jamais réellement partis nulle part. Dans les faits nous passons notre temps à colmater des brèches sur notre bateau qui prend eau de toutes parts à chaque régime qui passe.

Et comme nous avons toujours tendance à rejeter la faute aux autres, l'idée ne nous affleura point de faire notre mea-culpa. Et comme le disait quelqu'un : « avoir toujours raison est un grand tort ».

Sous nos cocotiers, les jours passent et même s'ils ne se ressemblent pas, on a l'impression que tout est figé alors que tout au contraire, sous leurs aspects tranquilles, grouille toute une vie pleine de rebondissements. Et quand un beau jour, quelque chose nous tombe sur la tête, nous croyons avoir décou-

vert quelque chose qui ne fonctionne pas bien sous les cocotiers.

Le pouvoir de l'honneur ou l'honneur du pouvoir, c'est selon, doit être placé dans un contexte où certains réseaux affairistes extérieurs s'activent comme des larrons en foire pour essayer d'avancer

leurs pions. Or présentement, la nouvelle donne internationale sur la géopolitique met l'accent sur la lutte essentiellement contre le terrorisme, la drogue et la corruption. Trois fléaux qui font des ravages partout sur la planète.

Mais comme le chante si bien

Boul des îles, « Yeka wu himisa ndrongo kozo hamba kweli, ke tso tsogeza wowasaya wakiri », (il ne suffit pas d'avoir raison ou d'être dans son droit, pour que les autres vous croient).

Mmagaza



COMMUNIQUE DE PRESSE



Février 2021

A la suite du constat de brouillage des sites techniques de Telco et suite à la publication du rapport préliminaire relatif à l'analyse et investigation technique menées conjointement par l'ANRTIC et Telco, **il a été convenu d'un commun accord d'apporter les points d'éclaircissement ci-après.**

En effet, après analyse du rapport émis par l'ANRTIC, les équipes techniques de Telco ont fait des observations qui sont à prendre en considération face aux conclusions préliminaires de l'ANRTIC. Dans ce cadre et afin de lever les doutes sur les motifs du brouillage des sites techniques de Telco, **les deux parties ont décidé de revoir le protocole d'investigation y afférent.**

Ce nouveau protocole d'investigation sera désormais appliqué afin d'**identifier rapidement les sources des interférences qui persistent et dégradent la qualité des services de Telco.** Il permettra également à Telco et l'ANRTIC de pouvoir travailler efficacement et en synergie, **pour améliorer davantage la qualité du service de Telco, qui est fortement impactée par ces interférences qui selon Telco, sont indépendantes et extérieures à Telco.**

Telco est confiant sur la diligence de l'ANRTIC pour l'identification des sources de ces interférences et ainsi pouvoir y mettre fin au plus vite. Et ce, dans l'intérêt primordial de la Population Comorienne en général et du Secteur des Communications électroniques en particulier.

FÉDÉRATION COMORIENNE DE LUTTE / INTERVIEW

Abdallah Mze M'sa : "Ce sport survit grâce à la bénédiction de Dieu, à la bienveillance des encadreurs techniques, et des dirigeants"

Le deuxième vague de la Covid-19 qui sévit actuellement, plus dangereuses que la 1ère, a poussé les autorités nationales à durcir les mesures restrictives. Les activités sociales, entre autre le sport, sont paralysées de nouveau. Malgré une légère stabilisation, l'hypothèse d'un allègement des restrictions reste utopique. Les sportifs bougent différemment pour éviter un embarras musculaire. La Fcl ne fait pas exception. Son président Abdallah Mze M'sa répond à nos questions. Interview.

Question : Un 2e confinement paralyse de nouveau le sport. Comment la Fédération Comorienne de Lutte (Fcl) interprète cette situation ?

Abdallah Mze M'sa : Dans cette période pandémique, le sport en général, comme les autres secteurs sociaux et la discipline des luttes associées en particulier s'accommodent très bien à la situation et prennent les dispositions par rapport aux instructions officielles. Les luttes et disciplines associées sont des sports de contact. Dans cette période de 2e vague de la covid-19, on a tout suspendu. On se penche sur le programme : revoir les projets, dégager une vision innovée et se préparer à un nouveau départ après la levée officielle des restrictions. Mais, parallèlement, nous conseillons fortement nos athlètes d'éviter la sédentarité, donc de bouger beaucoup, bien entendu séparément. A la reprise, ils seront à l'abri des ennuis musculaires, ou encore respiratoires.

Question : Les clubs de lutte viennent de renouveler leur confiance en vous, à la tête de la Fcl. Quel est le plan d'action annuel de votre institution ?

AMM : Ce témoignage de reconnaissance et de confiance exprimé par les équipes de lutte à mon égard est logique. Elles partagent le travail de longue haleine que nous menons pour l'essor de la discipline. Je les remercie beaucoup. Pour battre campagne, j'ai d'emblée affiché très clairement la vision de la fédération et ainsi que le plan d'action annuel. Ils visent deux parcelles : la vulgarisation à court terme et l'implantation dans le temps de la discipline partout dans les points les plus reculés du pays. La vision et le plan d'action s'articulent autour des formations, des infrastructures, les équipements, enfin l'organisation et la participation à des compétitions au niveau national, régional et internationale. Ce sont les axes stratégiques pour le développement d'une discipline sportive. C'est entre autres, mon

engagement de campagne pour les quatre années à venir. C'est pour cette raison que j'ai été reconduit, pour une énième fois, à la présidence de la fédération de lutte, presque à 100 %.

Question : Aux Comores, les équipes de lutte opérationnelles s'évaluent à combien ?

AMM : La lutte et disciplines associées sont un sport fraîchement créé. Actuellement, la fédération comptabilise un effectif honorable de huit clubs à Ngazidja. L'implantation au niveau insulaire, Moili et Ndouzouani, pose énormément des difficultés de toute nature : logistiques, personnes techniques, équipements, finances, etc. Néanmoins, le projet est en cours comme j'ai tenu à le préciser tout haut. Parmi ma priorité, la vulgarisation de ce sport.

Question : Vous déclarez qu'aux Comores, seul le football organise un championnat régulier. Pourquoi la lutte ne fait pas autant ?

AMM : Parmi les priorités d'une fédération sportive, c'est en 1er lieu, l'organisation d'un championnat régulier. Et chaque fédération a sa façon de l'organiser. Pour la lutte, chaque saison sportive, il y a un championnat régional, et d'autres compétitions, comme les coupes et tournois.

Question : Pouvez-vous rappeler la source de financement de votre fédération ?

AMM : Je ne voulais pas réagir à cette interrogation mais je m'efforce de rappeler quelques indices par rapport à la survie de nos fédérations. Si c'était les moyens financiers qui marquent l'existence de nos fédérations, excepté deux ou trois, toutes seraient mortes, particulièrement la lutte et disciplines associées. Ce sport ne perçoit rien du ministère de tutelle. Son ardoise est vide. Il survit grâce à la bénédiction de Dieu, à la bienveillance des encadreurs techniques, et des dirigeants. Les autres disciplines individuelles n'échappent pas à cette indifférence du ministère. Certains sports collectifs, spectacle vivant au même titre qu'un concert, drainent derrière eux un grand nombre de spectateurs, des sponsors et mécènes pour les soutenir. La solidarité économique et financière du sport collectif est assurée, et en plus, il y a les multiples soutiens du gouvernement et de leurs fédérations internationales.

Question : Un dernier message ?

AMM : Luttons ensemble pour

instaurer un environnement sportif propice au respect des principes fondamentaux des cadres élémentaires et des lois nationales en vigueur au pays. Ensemble crions fort pour exiger des dirigeants exemplaires, légaux et légitimes pour la gouvernance. Il faut au sommet du sport, des dirigeants transparents, qui pourront nous léguer un sport limpide, pacifique, fair-play et apaisé.

Propos recueillis par
Bm Gondet

**VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES**

Extrait de cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de Première Instance de Mutsamudu le 09 décembre 2020.

L'an 2021

Et le 07 février 2021

Nous, Maître CASTELLANI Ben Amir, Avocat au Barreau de Mutsamudu, soussigné, avons dressé le présent cahier des charges d'adjudication d'un immeuble.

En vertu d'un arrêt correctionnel N°33 en date du 27 novembre 2017 et pour l'exécution de la grosse en forme dûment exécutoire en date du 28 septembre 2020 délivrée par Maître BOURA CHIFFAY, Greffier en Chef Adjoint de la Cour d'Appel de Mutsamudu, la Société Nationale de la Poste et des Services des Finances (SNPSF) a fait servir le 30/11/2020 à Madame ABDALLAH NATIDJA, née et demeurant à Ouani-Anjouan un commandement de payer aux fins saisie, pour parvenir à la vente par adjudication de la propriété ci-après désignée :

La propriété dite « Al-Moubaraka » sise à Palachao-Ouani-Anjouan d'une contenance déclarée de trois ares sept centiares (03A 07CA), suivant la réquisition d'immatriculation N°911/5-DN déposée à la conservation foncière de Mutsamudu-Anjouan sous le titre foncier 7269-DN en date du 28 octobre 2020.

Cet immeuble objet de saisie immobilière appartient en toute propriété à Madame ABDALLAH NATIDJA en vertu d'une mutation totale en date du 02 novembre 2020.

Mise à prix :

La propriété dite « Al-Moubaraka » sise à Palachao-Ouani-Anjouan d'une contenance déclarée de trois ares sept centiares (03A 07CA), suivant la réquisition d'immatriculation N°911/5-DN déposée à la conservation foncière de Mutsamudu-Anjouan sous le titre foncier 7269-DN en date du 28 octobre 2020.

Les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit la somme de :

124.622.210,8275Kmf (cent vingt-quatre millions six cent vingt-deux mille deux cent dix virgule huit mille deux cent soixante-quinze francs comoriens).

La vente se tiendra aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, le mercredi 03 mars 2021 à 9h 00mn à la barre de la salle d'audience du Tribunal de Première Instance de Mutsamudu.

Maître CASTELLANI Ben Amir



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE
SECRETARIAT GENERAL
UNITE DE GESTION DE PROJET
PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FINANCIERE
Financement de l'Agence Française de Développement et de l'Union Européenne

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AMI/UGP/PAGF du 08 Février 2021 « Recrutement d'un(e) Coordonnateur(trice) de Projet »

L'Union des Comores envisage à travers le nouveau Plan Comores Emergent, de devenir un pays prospère, attractif et bien gouverné dans le but d'optimiser la mobilisation des ressources humaines et financières du pays afin d'atteindre l'émergence du pays 2030.

Le Ministère des Finances, du Budget du Secteur Bancaire, recrute dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF), financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE), **Un(e) Coordonnateur(trice) National(e)**.

Le PAGF entend appuyer le Gouvernement comorien dans ses efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques en Union des Comores.

Plus spécifiquement, le projet prévoit :

- 1- De renforcer le pilotage des réformes dans la gestion des finances publiques
- 2- D'accroître les performances de l'administration dans la mobilisation des

recettes fiscales

3- D'améliorer la programmation, l'exécution, le suivi et le contrôle du budget de l'Etat

4- D'accroître les compétences professionnelles des personnels de l'administration en charge des finances publiques

PROFIL REQUIS (cf. TDR pour le profil complet) :

- Au minimum un diplôme supérieur universitaire de niveau Bac + 5 du type Master 2 en Economie, Finances, Administration publique ou domaine assimilé en rapport avec le champ d'intervention du PAGF ;

- Au moins dix (10) ans d'expériences professionnelles cumulées dans les domaines du développement économique, de la gestion des finances publiques et du pilotage d'activités ;

- Expérience minimum de dix (10) ans dans la coordination/direction des projets ou des structures publique ou privée;

- Avoir une bonne connaissance des enjeux, stratégies, programmes et contraintes de gestion des finances publiques aux Comores ;

- Expérience de travail avec les partenaires au développement dans le secteur des finances publiques ;

- Leadership prouvé, compétences interpersonnelles et capacité de gérer, de développer et de motiver des équipes pluridisciplinaires ;

- Expérience confirmée dans le développement et le maintien de liens institutionnels ;
- Excellentes capacités organisationnelles, de planification et d'analyse ;

- Avoir de bonnes connaissances informatiques, notamment des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, Outlook, etc.) et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat est de un (1) an renouvelable

sur quatre (04) ans au maximum.

Les candidats intéressés par le poste, de nationalité comorienne, sont invités à récupérer les Termes de référence (TDR) sur demande à adresser à : contact@srays.mg et à soumettre un dossier de manifestation d'intérêt en langue française.

Les dossiers de candidature, portant mention de l'intitulé du poste souhaité, doivent être,

- * Soit envoyés par e-mail à l'adresse : contact@srays.mg

- * Ou déposés, en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies, sous pli fermé à l'adresse :

QUARTIER CABLES DE LYON – IMPASSE 2 (Ancien Consulat de Madagascar) Tél. +269 773 18 69 – Moroni - Comores

Au plus tard le lundi 22 février 2021 à 16 heures, heures locales.

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE
SECRETARIAT GENERAL
UNITE DE GESTION DE PROJET
PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE FINANCIERE
Financement de l'Agence Française de Développement et de l'Union Européenne

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AMI/UGP/PAGF du 08 Février 2021 « Recrutement de l'équipe de la Coordination du Projet »

L'Union des Comores envisage à travers le nouveau Plan Comores Emergent, de devenir un pays prospère, attractif et bien gouverné dans le but d'optimiser la mobilisation des ressources humaines et financières du pays afin d'atteindre l'émergence du pays 2030.

Le Ministère des Finances, du Budget du Secteur Bancaire, recrute dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF), financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne (UE),

- **Un(e) Responsable Administratif(ve) et Financier(ère)**,

- **Un(e) Responsable de la Passation des Marchés**,

- **Un(e) Responsable Suivi et Evaluation**.

Le PAGF entend appuyer le Gouvernement comorien dans ses efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques en Union des Comores.

PROFIL REQUIS (cf. TDR pour le profil complet) :

1. Le/La Responsable Administratif(ve) et Financier(e) (RAF)

- Au minimum, avoir un diplôme supérieur universitaire de niveau Bac + 5 en Gestion, en Contrôle de gestion, Comptabilité et Finance, Audit, Administration, Economie du type Master, MSTCF, DESCF, DESS;

- Avoir au moins 10 (dix) ans d'expériences professionnelles cumulées dans les domaines de la comptabilité, de l'audit, de la

gestion financière, de la finance, du contrôle de gestion ;

- Maîtriser les logiciels comptables usuels et les systèmes informatisés de gestion de projets de développement ;

- Disposer d'une bonne capacité rédactionnelle et en analyse financière;

- Faire preuve d'une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la gestion administrative, financière et comptable des projets de développement ;

- Justifier d'au moins trois (03) références professionnelles ;

- Maîtriser les logiciels courants (Microsoft Office, Bases de Données, Internet) ;

- Bonne connaissance de la législation fiscale et la législation du travail en vigueur.

2. Le/La Responsable de la Passation des Marchés (RPM)

- Un niveau minimum Bac + 5 sanctionné par un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration publique, Droit, Economie, Gestion ou équivalent de type Master 2 ;

- Une expérience professionnelle d'au moins cinq (5) ans dans le domaine de la passation des marchés en qualité de spécialiste en passation des marchés pour des projets financés par l'AFD ou d'autres partenaires au développement ;

- Une excellente connaissance des techniques de passation des marchés en général et des règles et procédures de passation des marchés aussi bien nationales que de l'AFD ;

- Une bonne connaissance du code des marchés publics des Comores ;

- Une bonne connaissance de la langue française de même qu'une aptitude à communiquer oralement et verbalement avec les acteurs et partenaires du projet, la hiérarchie et une aptitude au travail en équipe ;

- Une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation de marchés publics ;

- Une maîtrise des logiciels courants (Microsoft Office, Bases de Données, Internet).

3. Le/La Responsable du Suivi et Evaluation (RSE)

- Être titulaire d'un diplôme d'études supérieures (Bac+5 ans minimum) en Economie, Statistique, Sociologie, ou tout autre diplôme équivalent.

- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans les projets de développement dont au moins deux (2) ans à un poste de suivi des activités opérationnelles et/ou de gestion d'un système de suivi des résultats ;

- Justifier d'une expérience avérée de préparation de plan de travail budgétisé annuel de projet ;

- Justifier d'une expérience dans la mise en place de bases de données liées au suivi-évaluation de projets

- Maîtriser les enjeux, méthodes et outils de suivi de la performance et de gestion axée sur les résultats dans un environnement de projet ;

- Maîtriser l'outil informatique, les logiciels de gestion de projets, les logiciels de statistiques, de gestion de base de données et de cartographie;

- Justifier d'une expérience dans la mise en place de bases de données liées au suivi-évaluation de projets.

DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat est de un (1) an renouvelable sur quatre (04) ans au maximum.

Les candidats intéressés par le poste, de nationalité comorienne et ayant une parfaite connaissance du Français, sont invités à récupérer les Termes de référence (TDR) sur demande à adresser à : contact@srays.mg et à soumettre un dossier de manifestation d'intérêt en langue française.

Les dossiers de candidature, portant mention de l'intitulé du poste souhaité, doivent être,

- * Soit envoyés par e-mail à l'adresse : contact@srays.mg

- * Ou déposés, en quatre (4) exemplaires dont un (1) original et trois (3) copies, sous pli fermé à l'adresse :

QUARTIER CABLES DE LYON – IMPASSE 2 (Ancien Consulat de Madagascar) Tél. +269 773 18 69 – Moroni - Comores

Au plus tard le lundi 22 février 2021 à 16 heures, heures locales.